

## AKTUELL

## DROITS HUMAINS

# Le fonds souverain norvégien lâche Socfin

Fabien Grasser

**Après le fonds de pension suisse BVK, le fonds souverain norvégien se désengage de ses investissements dans Bolloré. En cause, les atteintes présumées aux droits humains liées aux activités de la multinationale luxembourgeoise Socfin, dont le financier français contrôle un tiers des parts.**

Le fonds souverain norvégien a annoncé le 26 février son désengagement du groupe de Vincent Bolloré, en raison de problèmes de droits humains dans les plantations de palmiers à huile et d'hévéas de Socfin. Le milliardaire français d'extrême droite est actionnaire à hauteur de 34,7 % de cette multinationale domiciliée au Luxembourg. La décision du fonds norvégien vise ses participations dans Bolloré SE et dans Compagnie de l'Odé SE, soit 90 millions d'euros, qui ont déjà été vendues l'année dernière.

Il y a deux ans, le comité d'éthique du fonds avait recommandé l'exclusion de ces deux entités « en raison du risque inacceptable qu'elles contribuent à ou soient responsables de sérieuses violations de droits humains ». L'organisme indépendant avait précisé que « les violations du droit sont liées aux activités de la Société financière des caoutchoucs (Socfin), qui a des liens étroits avec la Compagnie de l'Odé SE et Bolloré SE, et dans laquelle Bolloré SE est un actionnaire significatif ». Un « dialogue » engagé par le fonds norvégien avec le groupe Bolloré « sur sa gestion des risques liés aux droits humains, aux violences sexuelles, au harcèlement et aux violations en matière de droit du travail » n'a pas abouti.

La décision norvégienne suit une décision identique prise en 2025 par BVK, le premier fonds de pension suisse, après une recommandation de l'Association suisse pour des investissements responsables, qui avait tenté de dialoguer avec Socfin pendant trois ans avant de jeter l'éponge.

Socfin exploite 390.000 hectares de palmiers à huile et d'hévéas et emploie plus de 57.000 personnes dans une dizaine de pays en Afrique et en Asie. Les problèmes d'accaparement des terres, de pollution, de mauvaises conditions de travail et d'abus sexuels sur les plantations sont dénoncés de longue date par les communautés concernées et par la société civile, y compris au Luxembourg. L'annonce du fonds norvégien a été saluée par une

trentaine d'ONG mobilisées autour des populations affectées. « Depuis trop longtemps, le groupe Bolloré prétend ne pas être responsable des abus dont nous sommes victimes et, par conséquent, ces abus se poursuivent. Cela ne peut pas continuer », a commenté Félicité Ngo Bissou, de l'Association des femmes riveraines de Socapalm Édéa (l'une des innombrables filiales de Socfin), au Cameroun. « Il est grand temps que les investisseurs prennent des mesures contre Socfin et Bolloré », a ajouté la responsable associative.

## Une enquête aux résultats « consternants »

Les ONG rappellent qu'une enquête menée en 2024 à la demande de Socfin par la fondation suisse Earthworm Foundation a abouti à des résultats « consternants » : « 59 % des plaintes ont été jugées fondées, à des degrés divers, et 85 % de celles-ci ont été considérées comme relevant de la responsabilité de l'entreprise. »

Contactée par le woxx pour commenter son exclusion du fonds norvégien, Socfin a répondu par un communiqué initialement destiné à l'agence de presse économique Bloomberg, dont un article publié le 6 mars lui avait déplu. L'entreprise précise que le groupe Bolloré est un actionnaire minoritaire (l'autre actionnaire étant la famille belge Fabri) et qu'il n'intervient pas dans la gestion quotidienne de l'entreprise. Elle déplore aussi ne pas avoir été directement sollicitée par le fonds norvégien, ce qui n'aurait pas permis à celui-ci « d'apprécier pleinement les mesures mises en œuvre, les progrès réalisés et les systèmes de gestion plus larges désormais en place ». Affirmant prendre « très au sérieux » les allégations portées contre elle, Socfin soutient notamment avoir renforcé ses « politiques et procédures en matière de violence et de harcèlement sexuel » et avoir veillé à la mise en place de « mécanismes supplémentaires de signalement et d'escalade ». La société se targue aussi d'avoir noué un partenariat avec Dignity in Work for All (DIWA), une ONG « spécialisée dans les droits de l'homme et des travailleurs ». Des mesures visiblement insuffisantes aux yeux du fonds souverain norvégien, le premier au monde, avec 2.200 milliards d'actifs en gestion.

## SHORT NEWS

## Les artisans contre la hausse des salaires

(fg) – Le secrétaire général de la Fédération des artisans, Romain Schmit, a l'art d'attirer la lumière sur son organisation par ses prises de position radicales contre l'intérêt des salarié·es. Dernier épisode en date : ce 10 mars, où il a plaidé, lors d'une conférence de presse, contre la hausse du salaire social minimum et pour la suppression du salaire minimum qualifié. Comme à l'accoutumée, il argue des difficultés économiques de l'artisanat et d'une baisse de la productivité. Il s'oppose donc à la mise en œuvre de la directive européenne sur le salaire minimum adéquat, devant s'élever à 50 % du salaire moyen ou à 60 % du salaire médian. Le ministre du Travail, qui a entamé des discussions bilatérales avec les partenaires sociaux sur le sujet, privilégie la seconde piste, ce qui porterait le salaire social minimum à un seuil compris entre 2.900 et 3.100 euros, contre 2.700 euros aujourd'hui. Marc Spautz fait une priorité de ce dossier, et il y a peu de chances de le voir reculer sous les coups de boutoir de la Fédération des artisans. Même scénario pour la suppression du salaire minimum qualifié : le ministre y est opposé, tout comme, évidemment, les syndicats. Ces derniers rappellent que le salaire minimum ne permet pas aujourd'hui de vivre décemment au Luxembourg. Pas vraiment de quoi attirer les « talents » dont l'artisanat a, selon Romain Schmit, impérativement besoin dans les années à venir.

## NGO warnt vor Stigmatisierung von Rom\*nja

(mes) – Die NGO „Solidarität mat den Heescherten“ warnt vor einer weiteren Stigmatisierung und Kriminalisierung von armutsbetroffenen Personen und Menschen aus der marginalisierten Roma-Bevölkerungsgruppe. Grund hierfür: Ab Mai dieses Jahres soll die luxemburgische Polizei mit rumänischen Patrouillen zusammenarbeiten, um hierzulande gegen Menschenhandel und „organisierte“ Bettelerei vorzugehen. Diese Einsätze würden vor allem verarmte Roma-Personen visieren, kritisiert Solidarität mat den Heescherten in einem Schreiben vom 11. März. Neu sei dieser Fokus durchaus kaum: schon in vergangenen Jahren kam es mehrmals zu verschiedenen Kampagnen und unbewiesenen Behauptungen, etwa vonseiten des CSV-Innenministers Léon Gloden, die mit Vorurteilen gegen verarmte Menschen und rumänische Bettler\*innen stichelten. „In diesem Zusammenhang ist anzumerken, dass die Roma auch in Luxemburg seit jeher Opfer von Verfolgungen waren, die ihren Höhepunkt im Völkermord durch die Nationalsozialisten fanden“, betont die NGO. Sie fordert Antworten: „Steht nun nach dem Bettelverbot und nach dem Gesetzesvorschlag über den ‚erweiterten Platzverweis‘, der es erlauben soll, verarmte Menschen an den Rand der Städte und Dörfer zu verbannen, auch die Rückführung armer EU-Bürger\*innen auf der Agenda des Innenministers?“

woxx@home

## Amnesty Mediepräis nominert die woxx

(woxx) – Am vergangenen Dienstag hatte die woxx einen Grund zum Feiern: Zum neunten Mal wurden die besten journalistischen Projekte des Jahres mit dem „Amnesty Mediepräis“ gekürt. Insgesamt wurden acht Beiträge in den Kategorien „Print“, „Multimedia“, „Online-Community“ für die letzte Runde nominert – darunter auch ein Artikel der woxx-Journalistin Maria Elorza Saralegui, der die Flucht einer russischen Familie schildert (woxx 1792). Als Sieger gingen ein Artikel der „Lëtzeburger Land“-Journalistin France Clarinval, eine Doku der „RTL“-Journalist\*innen Anouk Siebenaler, Nicolas Sottiau und Altti Nieminen sowie die Online-Kampagne „1 cm“ des Teams des „Lëtzeburger Journal“ hervor. „Der Kampf für die Menschenrechte aller Menschen in einer Gesellschaft, die ständig von Zensur und Einschränkungen der Meinungsfreiheit bedroht ist“ rücke somit wieder ins Rampenlicht, so Amnesty. Darüber hinaus wurden zwei Journalist\*innen anerkannt, die ihre journalistische Laufbahn bei der woxx begonnen haben: Die ehemaligen woxxies Isabel Spigarelli und Stefan Kunzmann (beide nun beim Tageblatt) wurden für ihre jeweiligen Artikel zu den Rechten gleichgeschlechtlicher Eltern sowie zur indigenen Bevölkerung der brasilianischen Insel Marajó nominert – letzterer gewann die „Coup de Cœur“-Auszeichnung. Alle ausgezeichneten Projekte sind unter [www.amnesty.ly/mediepreis-2026](http://www.amnesty.ly/mediepreis-2026) zu finden.